

Situation indigène brésilienne : l'exemple des Yanomami, Makuxi et Indiens du Roraima en général¹

René FUERST

Le plus septentrional des Etats et Territoires brésiliens, celui du Roraima, est le moins peuplé de tous (120 000 h.), celui qui compte le moins d'habitants au km² (0,50), mais dont le pourcentage de la population indigène est actuellement le plus élevé (25 %).

Délimité par le Venezuela au nord, la Guyane à l'est et l'Etat brésilien d'Amazonas au sud et à l'ouest, le Roraima s'étend sur une superficie de 240 000 km², c'est-à-dire six fois celle de la Suisse. Pour ce qui est de la nature de cette région aussi vaste qu'inhabitée, il s'agit de % de forêt plus ou moins accidentée et de 1/6 de savane à peu près plate qui recouvre son extrémité nord-est. Sa frontière avec le Venezuela suit la ligne de partage des eaux de l'Orénoque et de l'Amazonie, ligne dont le point culminant est ici le mont Roraima (2875 m). Tributaires du Rio Negro, le Rio Branco et ses affluents irriguent l'ensemble d'une région dont le climat chaud, en janvier 1985, était aussi humide en forêt qu'il était sec en savane.

Boa Vista (60 000 h.), la capitale, se trouve à 500 km de Manaus et à 3500 km de São Paulo. Des routes non encore asphaltées et des lignes aériennes la relient à Caracas, à Georgetown et à Manaus. Tandis que la savane est déjà occupée par les *fazendeiros* (éleveurs de bétail), la forêt est à présent envahie par les *garimpeiros* (prospecteurs de minerai). Rappelons à ce propos que la première exploration non indigène de la région remonte à 1670, le premier missionnaire à 1725 et que l'introduction du bétail date de 1780. Ainsi, une partie de la population indigène est en contact avec les Brésiliens depuis longtemps, quand elle n'a pas déjà été absorbée par eux.

C'est pourtant en Roraima que demeure le quart du plus grand peuple amérindien encore isolé : les Yanomami ou Yanoama, comme on préfère les appeler au Venezuela. A ces Indiens de la forêt (5000 h.), il faut ajouter les Makuxi (15 000 h.) et les Wapixana (5000 h.) de la savane, deux groupes respectivement Karib et Aruak au contact déjà séculaire avec les envahisseurs quels qu'ils soient. Avec plusieurs autres, numériquement moins importants, ils représentent à eux seuls le 15 % de la population indigène actuelle du Brésil.

Comme on le voit, les Indiens du Roraima, leur nombre relativement élevé, leurs degrés de contact avec la population non indigène et leurs perspectives d'avenir très divers se prêtaient tout particulièrement à une Mission d'enquête d'IWGIA. Celle-ci fut décidée suite à une invitation de l'UNI (Union brésilienne des nations indigènes) datée du 19 novembre 1984 et signée par Ailton Krenak et Alvaro Tukano. A vrai dire, une telle possibilité avait déjà été soulevée avec ce dernier lorsqu'il participait, en août de la même année, au Groupe de travail sur les populations indigènes réuni aux Nations Unies à Genève et avait ensuite été soumise au Comité directeur d'IWGIA. C'est alors que furent désignés les membres de l'éventuelle Mission : Teresa Aparicio, du Secrétariat, et l'auteur, du Comité et en sa qualité de responsable spécial de celui-ci pour la région amazonienne².

D'une part, et à l'exemple de la réunion des chefs indigènes du Roraima, le but de la Mission était d'enquêter sur l'existence, voire l'essence, d'un mouvement indigène brésilien qui se manifeste par des réunions régionales dès 1974 et nationales dès 1982, ainsi que par la présence de l'UNI dès 1980. D'autre part, et à l'exemple de la campagne de vaccination actuellement en cours, il s'agissait de vérifier la réalisation, chez les Yanomami, d'un programme de santé dont se charge le CCPY (Commission pour la création du Parc Yanomami) depuis sa fondation en 1979, programme qui est entre autres soutenu par IWGIA depuis 1980. Enfin, notre intention visait à une meilleure compréhension de la situation indigène brésilienne en général.

Si nous avons pu atteindre ces buts dans le peu de temps qui nous était imparti, et sans rencontrer la moindre difficulté, c'est d'abord grâce au prompt financement de la Mission par NORAD (Agence norvégienne pour le développement international). C'est ensuite grâce aux facilités de transport et de séjour offertes par le CCPY et l'Ordre catholique de la Consolata. C'est enfin grâce à l'autorisation de la FUNAI (Fondation nationale brésilienne de l'Indien) qui nous permit de nous rendre en territoire indigène

¹ Il s'agit ici du texte original du *Rapport de la Mission d'enquête d'IWGIA chez les Indiens du Roraima, au Brésil du Nord, du 3 au 19 janvier 1985*, texte dont les traductions anglaise et espagnole furent publiées à Copenhague l'an passé. A ce propos, rappelons qu'IWGIA n'est autre que le Groupe de travail international pour les affaires indigènes, groupe idéologiquement et politiquement indépendant qui fut constitué à l'occasion du Congrès des Américanistes de 1968 et dont le but est de résister à l'oppression des peup-

les indigènes au moyen aussi bien de publications que d'actions à proprement parler.

² Si, pour Teresa Aparicio, ce fut une première tout à fait réussie, et qui l'a incitée à prendre sur elle la rédaction de la partie détaillée mais confidentielle du Rapport, l'auteur avait à son actif des missions semblables chez les Indiens du Brésil et notamment chez ceux du Roraima, effectuées en 1969, 1970, 1971 et 1972.

----- itinéraire de la Mission



sans passer par les habituelles démarches préalables. Que toutes ces institutions soient ici remerciées au nom d'IWGIA, en mon nom personnel et en celui de la cause indigène à proprement parler.

Mouvement indigène brésilien : la réunion de Surumu (7-9 janvier 1985)

Dans l'après-midi du 6 janvier, nous quittons Boa Vista pour Surumu à bord de deux véhicules appartenant à l'Ordre catholique de la Consolata, un camion et une camionnette. Tandis que ma collègue a le mérite de voyager dans le premier, en compagnie de cinquante Indiens endurcis, j'ai la chance de partager la seconde avec deux religieuses et avec Terencio, le chef Makuxi qui avait représenté son peuple à la deuxième réunion nationale de Brasília, en avril 1984.

Surumu se trouve à 200 km au nord de Boa Vista et il nous faut quatre heures de route cahoteuse et poussiéreuse pour l'atteindre à la nuit tombante. A mi-chemin, au lieu-dit des «Trois Cœurs», nous nous arrêtons le temps de boire un café. Le débit étant situé dans une réserve indigène contrôlée par la FUNAI, quelle n'est pas notre surprise d'y être confrontés *de visu* avec une importante provision de boisson alcoolique dont la vente aux Indiens est normalement interdite!

A Surumu donc, dans une merveilleuse savane bordée de montagnes, nous sommes nourris et logés à la Mission de la Consolata. Comprenant entre autres un hôpital et une école, celle-ci dispose en effet des moyens nécessaires au déroulement d'une réunion qui, depuis dix ans, rassemble durant plusieurs jours une centaine de chefs indigènes du Roraima, et à laquelle nous sommes invités à participer dès le lendemain matin.

Finalement composée de cent cinquante personnes, la réunion comprend d'une part les représentants des peuples et organisations indigènes suivants: les Makuxi, les Wapixana, les Yanomami et l'UNI, celle-ci en les personnes d'Ailton Krenak et Alvaro Tukano. Parmi les observateurs non indigènes, dont notamment l'évêque du Roraima et les religieux et religieuses de la Consolata, je me bornerai d'autre part à signaler la présence de représentants de la FUNAI, du CIMI (Conseil indigéniste missionnaire brésilien) et du CCPY, celui-ci en la personne de Claudia Andujar. Contrairement aux réunions passées, et à la demande des religieux eux-mêmes, les femmes indigènes ne sont pas admises. C'est pourtant une Indienne Xerente du Brésil central, ex-infirmière de la FUNAI actuellement en séjour chez les Makuxi, qui dirige l'un des sept groupes de travail plus régionaux qu'éthniques.

D'avantage que notre présence, c'est celle de trois Indiens Yanomami et de deux membres de l'UNI qui donne à la réunion un caractère sans précédent. Si pour les Yanomami il s'agit avant tout de se familiariser avec ce genre de plate-forme, avec la possibilité d'y rencontrer d'autres Indiens et de s'y exprimer devant un auditoire relativement digne de foi, les membres de l'UNI se donnent eux pour tâche une

leçon de prise de conscience à l'échelon national, une leçon qui est destinée aux missionnaires aussi bien qu'aux Indiens. N'est-ce pas là une tâche importante que les religieux ont délibérément négligée jusqu'alors?

A en juger par leur lettre au Président de la République reproduite en fin d'article, l'un des principaux soucis des chefs indigènes du Roraima est évidemment la démarcation et la valorisation de leurs terres ancestrales. A l'exemple bien connu des Yanomami, les Makuxi exigent un territoire unique et continu plutôt qu'une série de réserves séparées les unes des autres, et par conséquent faciles à envahir. Quant à la valorisation d'un tel territoire, ils la désirent justement sous forme d'élevage bovin. Viennent ensuite les questions de santé et d'éducation: dans les deux cas, les chefs réclament la formation d'éléments indigènes naturellement plus aptes que les Blancs à soigner et à instruire d'autres indigènes. Pour ce qui est de l'éducation, ils la veulent bilingue et biculturelle, car ils savent désormais qu'à long terme l'Indien ne peut compter que sur lui-même.

En réalité, c'est parce qu'ils n'obtiennent pas ce qu'ils désirent que les Indiens ne savent pas toujours ce qu'ils veulent ou qu'ils acceptent de bon cœur ce que leur proposent leurs divers interlocuteurs. Comme je l'ai dit précédemment, les degrés de contact et les perspectives d'avenir varient tant d'un peuple indigène à l'autre qu'il est impossible de définir des principes qui leur soient communs à tous.

Cela apparaît clairement dans le domaine des besoins immédiats de ces peuples: conservation de leurs terres encore inoccupées et de leur santé encore bonne pour les Yanomami, récupération de leurs terres déjà occupées et de leur santé déjà mauvaise pour les Makuxi et les Wapixana. Et, ces besoins, les chefs indigènes du Roraima ont prouvé les connaître mieux que quiconque d'autre, mieux que ceux qui souvent encore se veulent leurs interprètes par trop zélés...

A ce propos, la déclaration suivante faite à ma collègue par un participant indigène à la réunion de Surumu me paraît aussi révélatrice que significative. *Nous, les Indiens*, disait-il, *nous avons deux ennemis principaux: le Gouvernement brésilien et l'Eglise chrétienne. Si nous combattons les deux, nous disparaîtrons physiquement et culturellement. Pour cette raison, nous nous sommes alliés à l'ennemi le moins redoutable, c'est-à-dire l'Eglise.*

Situation indigène brésilienne en général: le cas des Yanomami (13-15 janvier 1985)

Nos terres ne sont toujours pas démarquées. C'est pourquoi elles continuent à être envahies par les Blancs qui nous dépouillent de nos richesses et nous transmettent leurs maladies. Et ce sont ces maladies qui tuent mon peuple, l'un des plus anciens du Brésil et du Venezuela. C'est en ces termes simples mais précis que s'exprimait Davi, l'un des trois Yanomami qui pour la première fois participent à la réunion de Surumu et le seul d'entre eux à parler le portugais.

En ce qui concerne l'invasion néanmoins illégale de ces terres, nous devons nous en rendre compte in



Fig. 1. La réunion de Surumu. Photo de l'auteur.

loco durant notre séjour à Couto de Magalhães. A deux reprises, en effet, le poste indigène est survolé par une avionnette dont le but n'est autre que de larguer du ravitaillement aux prospecteurs de minerai. Etant donnée la fréquence de ces survols, il s'agit d'une invasion massive et qui pourrait bien être celle récemment dénoncée de la région du Rio Apiau, en plein territoire indigène.

Quant aux maladies qui résultent du contact direct sinon indirect avec les prospecteurs, c'est-à-dire par l'entremise d'autres Yanomami, Couto de Magalhães doit également nous en fournir la preuve. Car, si l'objectif principal est alors la vaccination des Indiens, l'équipe médicale ne cesse de remédier à toutes sortes de maux d'introduction récente mais qui peuvent entraîner la mort tout comme le font déjà la grippe, la rougeole et la coqueluche.

A 300 km à l'ouest de Boa Vista, à une heure de vol au-dessus de la forêt, Couto de Magalhães est le poste de la FUNAI supposé contrôler les Indiens de la rivière du même nom, soit environ trois cents Yanomami qui sont en relation avec ceux du Rio Catrimani (300 h.), du Rio Mucajai (300 h.), de la Serra dos Surucucus et du Rio Parima (3000 h.),

cette dernière concentration indigène encore isolée étant la plus importante du Brésil. L'équipe médicale y comprend Daniel Lévy-Bruhl, des Médecins du Monde, Claudia Andujar et Carlo Zacchini, du CCPY. Tandis que Daniel administre les vaccins que nous venons d'apporter de Boa Vista, Claudia les inscrit sur la fiche individuelle d'identité et de santé dont fait usage le CCPY depuis 1984, et Carlo, l'un des rares Blancs à parler couramment la langue de ces Indiens, sert d'interprète. A cette occasion, l'équipe est secondée par le chef de poste, un infirmier de la FUNAI qui dispose d'un émetteur-récepteur mais ne peut en fait obtenir des médicaments ou encore un médecin comme il le voudrait en cas de besoin, ainsi que par Ailton Krenak, le premier représentant de l'UNI à se rendre chez les Yanomami, et par ma collègue Teresa.

La réalisation d'un programme de santé comporte ici de sérieux obstacles. S'il est difficile de trouver un médecin brésilien qui veuille bien sacrifier quelques mois de sa vie privilégiée en faveur d'Indiens dés-herités, ceux qui volontairement et bénévolement viennent d'Europe n'ont pas toujours l'approbation des autorités responsables. Pour ce qui est des vac-



Fig. 2. L'accueil des Yanomami. Photo de l'auteur.

cins, ils doivent être transportés par voie aérienne et causent au CCPY des frais d'autant plus élevés que la FUNAI refuse de participer à des campagnes qui normalement lui incombent ! Quant aux Indiens eux-mêmes, et en admettant qu'ils soient présents au moment de la vaccination, l'établissement de leur identité s'avère plus compliqué que celui de leur état de santé, et exige de l'équipe médicale des connaissances aussi bien linguistiques qu'ethnologiques. A tous ces obstacles s'en ajoutent d'autres, souvent imprévisibles, tels que l'apparition soudaine d'une épidémie dans une communauté éloignée et peu accessible, ou encore le fait que l'un des membres de l'équipe tombe lui-même malade et doit être évacué dans des conditions parfois dures à supporter.

Le 17 janvier, sur le point de monter à bord d'une avionnette que nous avons attendue jusqu'en fin d'après-midi et au pilote de laquelle il a fallu rappeler par radio sa promesse de venir nous chercher, les Yanomami nous demandent d'emmener avec nous l'une des leurs. Il s'agit d'une femme âgée, chez

laquelle le médecin avait déjà constaté une tumeur abdominale, mais pour l'hospitalisation de laquelle il n'a pas trop insisté.

La femme étant complètement nue, et ses proches ne voulant pas se séparer de l'une des rares pièces vestimentaires en leur possession, c'est finalement une autre Indienne, épouse d'un employé de la FUNAI, Indien lui aussi, qui consent à lui céder une robe blanche tout à fait décente. Cette Yanomami n'avait encore jamais quitté sa terre natale, la dense forêt amazonienne, et durant le vol de même que pendant le trajet en voiture, de l'aéroport de Boa Vista jusqu'à une sorte de centre d'accueil connu sous le nom de «Maison de l'Indien», elle sera comme figée...

Le lendemain, jour de notre départ, au moment de rendre compte de notre Mission au délégué régional de la FUNAI, nous avons la désagréable surprise d'apprendre que non seulement la fiche d'identité et de santé de la femme, mais aussi son seul bagage, un régime de bananes en guise de provision, avaient été perdus. Dans ces conditions, qu'en sera-t-il de son avenir et de celui de son peuple, maintenant que l'invasion de leur territoire me paraît inéluctable ?

Conclusion

En guise de conclusion, je puis dire que cette Mission et ce Rapport m'ont permis de faire le point sur une situation indigène qui me tient à cœur, que j'ai bien connue par le passé et qui n'a *fondamentalement* pas changé depuis 1975, date à laquelle je fus écarté par les autorités brésiliennes pour avoir participé à ce même genre de missions et pour avoir rédigé ce même genre de rapports.

En ce qui concerne le mouvement indigène brésilien, et malgré l'estime que je porte à des représentants de l'UNI tels qu'Ailton Krenak et Alvaro Tukano, il n'en reste pas moins que l'activité pourtant sincère de ce mouvement plus urbain que rural ne me convainc pas plus que l'inactivité de la FUNAI ou encore l'excès d'activité du CIMI. Si changement, voire mouvement, il y a, c'est moins au niveau d'une organisation régionale ou nationale à proprement

parler qu'à celui d'une lente mais évidente prise de conscience des diverses communautés indiennes vraiment concernées. A en juger par la réunion de Surumu, le mouvement indigène brésilien se définit et se manifeste plus par son essence que par son existence, et il ne peut être comparé à certaines organisations franchement politiques de l'Amérique du Sud andine et subandine.

Quant à la situation indigène brésilienne en général, le cas des Yanomami suffit à lui seul à illustrer sa persistance accablante sinon troublante. Et, là encore, ce n'est ni l'activité de l'UNI ni celle de la FUNAI ou encore celle du CIMI, mais celle dont font preuve les quelques volontaires du CCPY qui fait que tout espoir de changement n'est pas perdu, et que subsiste en Amazonie brésilienne une chance de survie amérindienne digne de ce nom.

Lettre des Indiens du Roraima au Président de la République

A l'issue de la réunion de Surumu, le 9 janvier 1985, les chefs indigènes du Roraima ont envoyé la lettre suivante au Président de la République du Brésil:

Senhor Presidente,

Nos Tuxauas e lideranças das comunidades indígenas do Território Federal de Roraima, reunidos em nossa Assembleia Geral e Anual, debatemos juntos os assuntos que passamos a seu conhecimento.

Questão de Terra

1. Representamos aproximadamente 40% da população deste Território e queremos que isso seja levado em consideração por seu governo, quando for definido algum projeto para este Território.

2. Temos contra nós a ação contínua dos parlamentares Mozarildo Cavalcanti e João Batista Fagundes que vêm insistindo na entrada de mineradoras em nossas áreas.

3. Exigimos a demarcação das áreas indígenas deste Território com a retirada dos invasores como condição indispensável para a sobrevivência de nosso povo.

4. Exigimos a criação e demarcação de uma área contínua que atende as condições de sobrevivência das comunidades Macuxi que habitam a região entre os rios Surumu, Tacutu e Mau, com limites ao norte na fronteira com a Venezuela.

5. Exigimos a criação do Parque Yanomami com a retirada dos garimpeiros que lá se encontram.

Questão de Saúde

O abandono a que fomos lançados tem nos custado a vida de centenas de membros de nossas comunidades, sendo que agora temos a ameaça de fechamento dos hospitais da Missão Consolata que até esta época nos têm assistido.

Questão de Educação

A garantia de escolas e formação a que temos direito e sabemos ser obrigação da Fundação Nacional do Índio e da Secretaria de Educação não nos é dada.

Necessitamos de atendimento e de recursos para que nossos filhos tenham garantido este direito.

Esperando contar com toda a sua atenção, subscrevemo-nos,

Muito respeitosamente,